

Kosovo: l'UE réduit sa mission de police et justice, mais les enquêtes se poursuivent

Le Monde.fr | 25.05.2012 à 19h43 • Mis à jour le 25.05.2012 à 19h43



Des policiers français de la mission Eulex au Kosovo, le 9 décembre 2009. |
AFP/LAURA BOUSHNAK

L'Union européenne a annoncé vendredi 25 mai qu'elle allait réduire cet été de 25 % les effectifs de sa mission Eulex de police et de justice au Kosovo, une décision qui n'affectera pas la poursuite de la lutte contre le crime organisé et les enquêtes sur les crimes de guerre et les trafics d'organes.

La mission "Etat de droit" au Kosovo (Eulex) est la plus grande mission civile

[\(/europe/article/2008/06/12/l-otan-et-l-onu-redefinissent-les-contours-de-la-presence-internationale-au-kosovo_1057431_3214.html\)](http://europe/article/2008/06/12/l-otan-et-l-onu-redefinissent-les-contours-de-la-presence-internationale-au-kosovo_1057431_3214.html)

jamais déployée par l'UE. Cet été, "un membre du personnel sur quatre va quitter la mission", a souligné le commandant chargé des opérations civiles de l'UE, Hansjörg Haber, lors d'un point de presse à Bruxelles. Les effectifs maximum d'Eulex passeront de 3 000 personnes à 2 250, dont 1 250 internationaux et 1 000 locaux.

LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ

"Beaucoup de progrès ont été réalisés [dernièrement au Kosovo], les plus visibles dans le secteur des douanes", a déclaré M. Haber. C'est pourquoi "Eulex doit s'adapter et préparer son propre désengagement". Les équipes judiciaires, en revanche, ne sont pas affectées par ces réductions. "Le Kosovo a toujours besoin d'aide, en particulier dans les domaines de la justice,

de la lutte contre le crime organisé, des enquêtes sur les crimes de guerre" ou la "corruption" et dans "la protection des témoins", a expliqué M. Haber.

Le désengagement d'Eulex sera progressif. Le nord du Kosovo, où vit une population serbe qui rejette l'administration de Pristina, *"reste un problème important"*, même si l'UE considère qu'il s'agit avant tout d'un problème diplomatique, a indiqué un diplomate européen. De ce point de vue, l'élection du nationaliste populiste Tomislav Nikolic à la présidence de la Serbie *"ne va pas aider les choses dans le Nord"*, a reconnu un autre diplomate.

ENQUÊTE SUR UN TRAFIC D'ORGANES PRÉSUMÉ

En matière de justice, 334 enquêtes, dont 80 concernant des crimes de guerre, sont en cours sous l'autorité d'Eulex. Les efforts de cette instance ont débouché sur 297 décisions de justice, dont 22 concernent des crimes de guerre. Alors que [le rapport du sénateur suisse Dick Marty](http://assembly.coe.int/ASP/APFeaturesManager/defaultArtSiteVoir.asp?ID=964) (<http://assembly.coe.int/ASP/APFeaturesManager/defaultArtSiteVoir.asp?ID=964>) adopté en janvier 2011 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avait mis en lumière [un présumé trafic d'organes](http://europe/article/2010/12/20/la-serbie-souhaite-une-enquete-sur-les-trafics-d-organes-au-kosovo_1455783_3214.html) (http://europe/article/2010/12/20/la-serbie-souhaite-une-enquete-sur-les-trafics-d-organes-au-kosovo_1455783_3214.html) perpétré en Albanie par des maquisards kosovars en 1999-2000, une commission d'enquête internationale est désormais en place.

Installés à Bruxelles, une vingtaine d'enquêteurs sous la houlette du procureur américain Clint Williamson ont pour mission de vérifier si les accusations du rapport Marty peuvent déboucher sur des inculpations. Début mai, l'Albanie a autorisé cette commission à enquêter sur son territoire, en lui accordant des droits similaires à ceux dont a bénéficié le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie dans les pays de cette région.